

COMMERCIALISATION DE LA VIANDE HACHÉE

De l'étable au hachoir du boucher

De la viande d'âne à l'étal rouillé du boucher, le consommateur algérien en a connu des péripéties avec la viande hachée ! Le mépris pour le consommateur est étalé au grand jour. De plus en plus habitué à ce genre de comportement, l'acheteur n'en fait plus cas. Pis, en cas de réclamation, il est vite privé de sa «marchandise».

Un petit tour dans les étals rappelle que la législation existante est bafouée.

Des cheveux dans la viande

Qui n'a pas eu la désagréable surprise de trouver un organisme douteux dans sa viande hachée payée à 1 100 DA le kilo? Un bout de graisse accompagné d'un poil ou encore d'un ongle font partie de sa composante. Désabusé ou mécontent, le consommateur algérien pourtant se contentera d'enlever l'objet et de faire comme si de rien n'était. «Franchement, il m'est arrivé de constater, arrivé chez moi, que la viande hachée n'était pas du tout fraîche. Mais je fais avec. Une fois, j'en ai acheté une petite quantité chez un boucher à Rouiba, après avoir consommé une partie, nous avons conservé le reste dans le réfrigérateur.

Le lendemain, je l'ai retrouvée toute verte. Heureusement que nous n'avons pas été malades», témoigne Messaouda. Et de confier : «Depuis, je fais très attention et j'essaie d'acheter chez le même boucher.» Pour elle, à l'image de nombreux consommateurs, le plus important est la fraîcheur de la viande. «Trouver un cheveu peut encore passer. Mais que la viande soit avariée est encore plus préjudiciable», soutient un autre acheteur. De ce fait, la qualité de service exigée par l'Algérien lambda va crescendo. En d'autres



Photo : Samir Sid

termes, il ne demande que le minimum, juste de quoi «survivre». Pourtant, nombreux sont les consommateurs qui ne veulent pas baisser les bras et exigent encore la qualité.

«Je commande un steak et je fais attention à ce que le boucher ne le mélange pas à la viande congelée lors de son hachage.

Si je ne surveille pas ses gestes, il ne manquera pas de mélanger un petit bout de viande congelée sans crier gare», assure ammi Ameziane.

Ce retraité confie qu'il choisit son boucher en prenant en considération l'état de la boutique et la propreté des lieux. «Quitte à payer cher la viande. Nous ne sommes plus à quelques dinars près», ajoute-t-il.

L'inconscience des bouchers

L'hygiène n'est pas la seule «plaie» de nombreux bouchers. Le non-respect de la chaîne de froid est encore plus dramatique. Ne prenant en considération que la logique du profit, ils n'hésitent

pas à éteindre leur frigo pour augmenter leur marge bénéficiaire de quelques dinars.

Les intoxications alimentaires sont nombreuses à cause de cette pratique, surtout en été, qu'elles soient dues à la viande ou à d'autres produits. Pour ce qui est de la viande hachée congelée, le cas est encore plus dangereux.

Cette pratique strictement interdite est toujours de mise même en période estivale. Le risque d'intoxication étant plus grand. Interrogé, un boucher se contentera de répondre : «C'est pour aller plus vite, à un certain moment de la journée, il y a trop de clients. C'est pour leur faciliter la vie et que je puisse servir tout le monde.» Une réponse qui démontre le peu de souci pour la santé du consommateur et le manque d'informations quant à la législation en vigueur.

Protection des consommateurs

La loi est pourtant claire à ce sujet. Selon l'arrêté interministériel

du 29 septembre 1999 relatif à la préparation et la consommation de la viande hachée à la demande, des règles strictes doivent être respectées.

La viande devant être hachée doit être choisie minutieusement. Ainsi, elle doit être exempte d'«abats et de tissus adipeux de réserve, de parties aponévrotiques, de chutes, de déchets de parage et de plaies de saignées, de parties tendineuses et de viandes de la tête».

De même que le découpage à l'avance, en menus morceaux, de pièces de viandes destinées à être hachées à la demande est interdit.

Pour ce qui est de la conservation de la viande destinée au hachage, elle doit être entreposée sous froid à une température comprise entre 0°C et 3°C, jusqu'au moment même de son hachage.

Quant à servir cette viande dans du plastique ou dans un papier kraft, cela ne doit en aucun cas être fait. En effet, selon l'article 6 de cette loi, le

conditionnement et l'emballage des viandes hachées à la demande doivent se faire dans du papier cellophane ou paraffiné.

S'agissant de l'entretien des instruments, des appareils et tous les ustensiles utilisés pour le hachage des viandes rouges, une procédure doit être respectée. Ils doivent être en matériaux résistant à la corrosion et maintenus en parfait état d'entretien et être régulièrement et soigneusement nettoyés avec de l'eau chaude (+82°C) et désinfectés chaque fois qu'il est nécessaire et obligatoirement en fin de travail. En cas d'infractions à ces dispositions, ils sont réprimés par application des sanctions prévues par la législation en vigueur, notamment celle relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes. Il ne reste aux consommateurs que de faire valoir leurs droits !

M. O.



COMMUNIQUÉ

Djezzy rend hommage aux entreprises de l'Est

Après les belles cérémonies de l'Ouest et du Centre, c'était au tour de Constantine d'abriter la soirée Djezzy dédiée aux entreprises de l'Est. Bien entendu, toutes les sociétés qui ont été invitées par le leader de la téléphonie mobile sont venues témoigner leur fidélité à leur opérateur préféré. L'ambiance typiquement constantinoise, mélange de raffinement et de chaleur humaine, a permis à tous les invités de passer une très agréable soirée. Il faut dire que Djezzy n'a lésiné sur aucun moyen pour faire de cette rencontre une réussite à la hauteur de la relation qui la lie aux entreprises de l'Est.

Le discours des responsables commerciaux a été axé sur les valeurs et la solidité des liens qui se sont tissés depuis longtemps entre le premier opérateur qui a offert les solutions entreprises en Algérie et les entreprises qui ont pu connaître, grâce à ces nouveautés, de solides performances leur permettant d'être toujours au top. Si elles sont restées fidèles à Djezzy, c'est parce qu'elles trouvent l'écoute permanente, le service clientèle toujours réactif et disponible ainsi que les offres ciblées qui leur conviennent.

Cette soirée a été aussi l'occasion d'un échange très fructueux entre les responsables commerciaux et les chefs d'entreprise. Les uns et les autres ont consolidé les solides liens éprouvés par l'expérience du terrain.

Y. Y.

BOUIRA

Sit-in des enfants de chahid devant la Wilaya

Malgré une pluie battante, des dizaines d'enfants de chahid se sont rassemblés, hier, devant le siège de la Wilaya de Bouira, pour réclamer, encore une fois, leurs droits.

Sur place, des représentants issus des daïras de M'chédallah, Bechloul, Haïzer et Aïn Bessem se sont relayés sur une tribune improvisée pour expliquer les raisons de leur courroux et, surtout, leur décision de court-circuiter les organisations existantes comme l'Onec et la Cnec, pour interpellier, une énième fois, le président de la République sur l'urgence de l'application de la loi 99-07 correspondant au 5 avril 1999 relative au moudjahid et au chahid.

D'après l'un de ses représentants, Tahar Akkouche de la daïra de M'chédallah, «les enfants de chahid ont toujours été un ins-

trument entre les mains des politiciens, un atout pour eux lors des campagnes électorales en arborant les portraits de leurs pères morts en martyrs au champ d'honneur pendant la guerre de Libération nationale, mais sitôt les élections passées, le fils du chahid, la veuve du chahid et tous les ayants droit sont jetés aux oubliettes.

Les présents étaient unanimes à dire que les organisations censées représenter cette frange de la société ont failli.

«Les représentants de ces organisations sont récupérés. Il n'y a rien à espérer d'eux», dira Tahar Akkouche avant de clarifier : «Nous ne sommes pas là pour fustiger telle ou telle organisation, mais pour réclamer en toute indépendance, loin de ces organisations, l'application stricte et en urgence de la loi sur le chahid, particulièrement l'article 25, alinéa 1.»

Pour sa part, le représentant de la daïra d'Aïn Bessem, mettant en lumière la marginalisation dont fait l'objet cette catégorie, a rappelé la non-application de la notation qui revient de droit aux enfants de chahid et autres veuves de chahid dans l'attribution du logement social.

«Aucun chef de daïra n'applique cette directive qui offre des points supplémentaires pour le fils de chahid et les ayants droit. Nous aussi, nous voulons notre quota de logements sociaux, c'est la moindre des choses que l'Etat nous doit» dira-t-il.

A l'issue de ces interventions, deux lettres, l'une d'ordre local et l'autre national, ont été remises au wali par une délégation composée des représentants des quatre daïras présentes à ce rassemblement.